

FRANCE:

- SKF : le PCF à "l'offensive" contre la classe ouvrière.....p.2
- La stratégie de la bourgeoisie.....p.3
- Heysel : un massacre organisé.....p.3

INTERNATIONAL :

- Vers la récession mondiale, de l'Est à l'Ouest.....p.4
- L'intensification des conflits impérialistes.....p.5
- La permanence de la pression ouvrière en Europe.....p.6
- La pratique anti-ouvrière des trotskystes.....p.7
- Après la marche des chômeurs du 30 mai, quelles perspectives.....p.8

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International

21 000 LICENCIEMENTS A RENAULT TOUTE LA CLASSE OUVRIERE EST ATTAQUEE C'EST TOUS ENSEMBLE QU'IL FAUT LUTTER

Ouvriers, camarades,

Le gouvernement socialiste et la direction de Renault, d'un commun accord, viennent d'annoncer le licenciement de 21.000 ouvriers d'ici la fin 1986 dans l'ensemble des usines Renault. Même les gouvernements Chirac-Barre n'avaient jamais mené une attaque d'une telle ampleur contre les ouvriers. Attaque autrement plus forte et massive que ce que le gouvernement PC/PS avait déjà fait à Talbot, à Citroën, dans la sidérurgie, les chantiers navals et les mines.

Mais ce ne sont pas que 21.000 licenciés à Renault. C'est beaucoup plus. Ce sont des dizaines de milliers de licenciements dans toutes les usines sous-traitantes (Ducellier, Chausson, etc...).

Le gouvernement, la direction de Renault, le PC, les syndicats veulent tous vous faire croire que ce ne sont pas de vrais licenciements, mais seulement des "suppressions d'emplois". Ne vous y trompez pas ! Les "mesures sociales" annoncées ne sont que pièges et mensonges :

- le "retour au pays" ne signifie que misère, chômage, répression dans des pays déjà frappés par une famine généralisée. Tout le monde a le souvenir des révoltes de la faim réprimées dans le sang dernièrement au Maroc et en Tunisie. Voilà vers quoi sont dirigés les travailleurs immigrés rejetés de France.

- les stages de formation. Ils ne font que reculer l'échéance du chômage de quatre mois, un an au mieux. Les travailleurs de Talbot et Citroën en ont fait l'amère expérience : promesses de recyclage sans lendemain ; transformation des congés-formation en licenciements secs.

- les pré-retraites : c'est la destination assurée à des ressources toujours plus misérables. Au moment où ce plan de licenciements est confirmé, le gouvernement socialiste met en place des mesures de réduction du pouvoir d'achat, des pensions et retraites : le pouvoir d'achat des retraités a déjà chuté de 4 % officiels (c'est-à-dire minimum) depuis 1983.

- les "départs volontaires". Ils concernent une forte proportion de départs déjà consommés depuis plusieurs mois. Les travailleurs y perdent tous leurs droits : indemnités de licenciements, indemnités de chômage, pour se retrouver sans ressources.

- A cela, il faut ajouter que 5 à 7.000 ouvriers visés par les licenciements n'entrent pas dans les normes des "mesures douces" envisagées par la Direction et le gouvernement.

Ouvriers, camarades !

Mais ce n'est pas tout. C'est toute la classe ouvrière qui est aujourd'hui attaquée massivement. Un ouvrier sur cinq est actuellement au chômage. Les fermetures d'usines se chiffrent aujourd'hui par dizaines de milliers : 25.000 faillites en 1984 ; fermetures à Ducellier, Manufrance, ARCT, SKF, Lesieur à Marseille, Thomson à Angers... Perspective de fermeture de sites pour les deux années à venir dans la navale (Dunkerque, La Ciotat, La Seyne), et dans la sidérurgie.

Les licenciements se chiffrent aujourd'hui par milliers : 430.000 licenciements économiques pour 1984 : licenciements à la Solmer (2.000) ; Alsthom-Atlantique ; Citroën (3 à 4.000) ; la construction navale (6.000). Des milliers de suppressions dans le secteur public : SNCF, RATP, PTT, santé, impôts, Education Nationale.

Baisse des allocations pour les chômeurs. Plus de 300.000 d'entre eux en fin de droits, ne touchent plus rien.

Baisse des salaires réels, augmentation des cotisations sociales pour les ouvriers encore au travail. Diminution des remboursements médicaux (frais hospitaliers, médicaments), augmentation des assurances automobile.

La baisse du pouvoir d'achat de la classe ouvrière se poursuit alors qu'elle était déjà de 9 % en 1984.

C'est toute la classe ouvrière qui est attaquée dans tous les secteurs, les plus importants en tête automobile, électronique, sidérurgie, chimie, chantiers navals, fonction publique, mines....

Ouvriers, camarades !

L'attaque qui touche les ouvriers à Renault concerne toute la classe ouvrière. Si la bourgeoisie parvient à faire passer ces 21.000 licenciements sans réaction massive de votre part, elle aura d'autant plus les mains libres pour imposer :

- la centaine de milliers de licenciements qui est à l'ordre du jour dans l'automobile. Le plan Dalle élaboré fin 1984 est en bonnes mains avec le gouvernement de gauche. Il prévoyait 100.000 licenciés sur trois ans.

- des dizaines de milliers de licenciements supplémentaires dans les chantiers navals, la sidérurgie (30.000 avant 1987 dans ce dernier secteur), à la SNCF (25.000 d'ici 1988)...

- les nouvelles augmentations de suppressions d'emplois dans la Fonction publique : 20.000 prévus.

- une nouvelle baisse générale des salaires ;
- une chute dramatique des allocations déjà misérables pour les chômeurs.

**AUJOURD'HUI, TOUS LES OUVRIERS SONT ATTAQUES
TOUS LES OUVRIERS DOIVENT REAGIR !**

Ce que craint la bourgeoisie, ce qu'elle tente d'éviter aujourd'hui, c'est que la colère ouvrière ne s'exprime dans des luttes ouvertes et massives. Pour cela, le PC et la CGT organisent des journées d'action, corporation par corporation, usine par usine, afin de déboussoler et démoraliser les ouvriers.

C'est ce qu'ils ont fait en organisant des "journées villes-mortes" comme au Creusot ou à Issoire, réussissant à isoler les ouvriers par ville et par région.

C'est ce qu'ils ont fait en avançant des revendications-pièges du style "la Lorraine vivra", "produisons français", "Non à la casse", "La Régie Renault est à la nation". On a vu comment à Manufrance, dans les mines, ces revendications assimilant la défense de l'économie à la défense des intérêts ouvriers, ont divisé les ouvriers, les isolant dans leur corporation, leur usine et les ont amenés finalement... à la défaite.

C'est ce qu'ils font en organisant des journées d'action par corporation, les unes après les autres, à quelques jours d'intervalle : le 10 mai, Renault; le 30 mai, les chômeurs; le 18 juin, EDF; le 19 juin, la SNCF; le 20 juin, la Fonction publique, etc...

C'est la même tentative de sabotage de la lutte que la CGT et le PC, ardents défenseurs des intérêts du capitalisme français, ont déjà commencé à mettre en place face aux ouvriers de Renault. Pour immobiliser et démoraliser les ouvriers, ils ont organisé la "journée de non-action" du 10 mai.

Aujourd'hui, ils déclarent "l'état d'urgence", ils proposent de "se mobiliser" cet été quand toute la classe ouvrière sera en vacances. Et que proposent-ils ? D'"étudier des propositions d'actions", de "trouver des solutions usine par usine" alors que c'est toute la classe ouvrière qui est attaquée.

Ils disent: "nous ne nous laisserons pas faire ; avec la CGT, on va gagner ; adhérer à la CGT, c'est se donner les moyens de lutter". L'expérience des luttes passées nous enseigne le contraire : avec tous les syndicats, avec la CGT, ce sont les cages à rats de l'année dernière à Citroën-Aulnay, que les ouvriers licenciés individuellement vont trouver à la rentrée. Voilà comment la CGT prépare les

licenciements aux côtés de l'ensemble de la bourgeoisie. C'est pour cela qu'elle met aujourd'hui le paquet pour empêcher les ouvriers de réagir, pour les rendre passifs.

Ouvriers, camarades,

Ne restez pas inactifs face aux attaques de la bourgeoisie. Dès aujourd'hui, il faut lutter massivement. Accepter ces licenciements, c'est se préparer à en subir d'autres demain. De toute façon, les effectifs devront être révisés fin 1987 au plus tard.

C'est l'expérience amère que vivent les ouvriers de Citroën où 1.300 licenciements viennent d'être annoncés dans la région parisienne, un an à peine après la précédente vague de licenciements.

Ne restez pas inactifs face aux manœuvres syndicales.

Ne leur laissez pas l'initiative de vos luttes, ils les sabotent. Au contraire, prenez-en vous-mêmes la direction !

Ouvriers de Renault, n'attendez pas de savoir qui est individuellement licencié pour vous regrouper, discuter et engager la lutte. Envoyez des délégations massives dans les autres ateliers, les autres usines. Participez groupés aux manifestations des autres secteurs, même si elles sont organisées par les syndicats.

Ouvriers des autres secteurs, n'attendez pas d'être touchés directement dans votre corporation, dans votre usine, dans l'isolement, par une nouvelle aggravation de vos conditions d'existence et par de nouvelles menaces de licenciements massifs. Ce serait le plus sûr moyen pour vous faire battre paquet par paquet, usine par usine, comme en ont fait cruellement l'expérience les ouvriers de Longwy, ceux de Talbot, de Citroën ou de Creusot-Loire.

Discutez, organisez des délégations que vous envoyez aux autres usines, en grève ou non, pour prendre contact avec les ouvriers, pour unifier et regrouper les luttes. Affirmez partout votre solidarité active !

Ouvriers au chômage, regroupez-vous, organisez-vous pour imposer vos propres revendications. Pour cela, ne restez pas isolés dans quartiers et dans les villes. La lutte contre les licenciements est votre lutte. Vous devez y participer activement. Venez en groupes aux usines en grève. Aujourd'hui, n'hésitez pas à vous regrouper aux portes des usines Renault, partout où c'est possible afin de tenir des meetings, des réunions pour engager des discussions et la lutte commune.

Ouvriers, seule une lutte massive, étendue, coordonnée, que vous organiserez vous-mêmes, peut faire peur à la bourgeoisie, peut la faire reculer. C'est ce que nous a montré l'expérience de la grève de masse en Pologne en août 1980. Vous n'avez pas d'autre voie à suivre !

**OUVRIERS, CONTRE L'ORGANISATION DE LA PASSIVITE
PAR LES SYNDICATS, PRENEZ L'INITIATIVE ET ENTREZ
EN LUTTE !**

CONTRE L'EPARPILLEMENT, LA DISPERSION ET L'ISOLEMENT ORGANISES PAR LES SYNDICATS, LUTTEZ MASSIVEMENT !

**CONTRE LA DIVISION PAR USINE, PAR CORPORATION,
ETENDEZ ET UNIFIEZ VOS LUTTES !**

**LES LICENCIEMENTS CONCERNENT TOUS LES OUVRIERS,
CE SONT TOUS LES OUVRIERS QUI DOIVENT RIPOSTER;
SOLIDARITE ACTIVE DE TOUS, ACTIFS ET CHOMEURS !**

CCI

**CRISE: ET CA VA CONTINUER !
VERS LA RECESSION MONDIALE.
LIRE P. 4**

PC-CGT "A L'OFFENSIVE" ...

... POUR ETOUFFER LES LUTTES OUVRIERES

● Matraquages en règle sur le toit de l'usine SKF à Ivry, 6 compagnies de CRS et gardes-mobiles envoyées par le gouvernement socialiste, les fusils lance-grenades sont pointés vers la foule; aux violences policières dans la rue suivent les passages à tabac dans les commissariats pour les manifestants qui seront arrêtés.

Les affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre ne durent que quelques heures mais sont intenses. Les manifestants dépaient les rues, envoient des jets de bouillons et de roulement à billes sur les CRS, les camions municipaux lancent des jets d'eau puissants pour lutter contre l'effet des gaz lacrymogènes.

Ces affrontements sont immédiatement montrés en long, en large et en travers par la télévision; les photos les plus spectaculaires sont reproduites dans les journaux. Les mass-médias de la bourgeoisie usent de tous leurs moyens !

Un "coup" bien préparé

La classe ouvrière ne peut que se sentir concernée, elle qui sait et qui l'a déjà prouvé maintes fois qu'à la violence policière doit répondre la violence de la classe, et aux licenciements, la lutte. C'est d'ailleurs un des buts essentiels de la manoeuvre : interpeller l'ensemble de la classe ouvrière et lui dire, "vous pouvez compter sur nous, le Parti Communiste et son syndicat la CGT mènent le combat". "Nous sommes votre parti, votre syndicat de combat, nous n'avons pas peur de nous opposer aux flics, de lutter".

C'est le discours que le Parti Communiste développe à longueur de colonnes dans "l'Humanité", que la CGT déverse dans les usines, d'une façon encore plus appuyée depuis l'affaire de SKF, mais qui existe depuis la sortie du PCF du gouvernement, il y a bientôt un an.

Depuis cette date, le PC et la CGT font tout pour se démarquer du reste de l'appareil de la bourgeoisie et essentiellement du gouvernement socialiste face auquel ils veulent montrer une opposition de plus en plus dure, de plus en plus radicale.

L'opération-commando du PC et de la CGT à Ivry s'inscrit pleinement dans cette volonté : apparaître comme les seuls défenseurs des ouvriers.

Le choix du lieu de l'opération n'est pas un hasard. La SKF, à Ivry, présentait un terrain des plus favorables pour que le PC et la CGT fassent la "démonstration de leur force":

- au niveau de la commune, la situation était assurée, Ivry est un fief stalinien. Les militants CGT et les employés municipaux triés sur le volet d'Ivry et des communes voisines ont constitué le gros des troupes. Certains élus municipaux ont aussi participé à l'opération recouvrant à la fin des affrontements leur pull-over par leurs écharpes tricolores;

Même si au moment des affrontements, quelques dizaines d'ouvriers et de chômeurs d'Ivry, alertés par la sirène de l'usine, s'y sont joints, ils ne pouvaient guère modifier une situation que le PC et la CGT tenaient bien en mains;

- au niveau de SKF, là aussi, aucune possibilité que le scénario ne soit dévié par la combativité ouvrière.

Depuis un an et demi que durait l'occupation de l'usine par la CGT, toute potentialité de combativité ouvrière a été largement laminée, étouffée, détournée dans une série d'actions stériles orchestrées par la CGT.

Que ce soient les manifestations "spectaculaires", comme la manifestation en bateau-mouche, ou les différents blocages de route ou de pont à Ivry, ou encore les interminables discussions entre la direction et les syndicats, une marche de 200 kms à travers la région parisienne, l'envoi de délégation au siège de SKF à Göteborg en Suède...

Toutes ces parodies de luttes, ces impasses successives n'avaient qu'un but : dégoûter les ouvriers, les démoraliser, les diviser, leur faire quitter un à un le terrain de l'usine, complètement découragés. Si bien que lorsque, le 28 mai, les forces de l'ordre sur, paraît-il, les injonctions de la direction en Suède, expulsent les travailleurs occupant l'usine de SKF, ils ne sont plus qu'une poignée... Même sale travail du PCF et de la CGT conjointement avec le gouvernement et ses flics;

- au niveau de l'organisation des affrontements, la manifestation de soutien appelée par le PCF et partant du centre ville vers SKF, après bien des chemins détournés, est arrivée sur les lieux de l'affrontement une fois que tout était fini.

Derrière le PCF et la CGT, toute la bourgeoisie

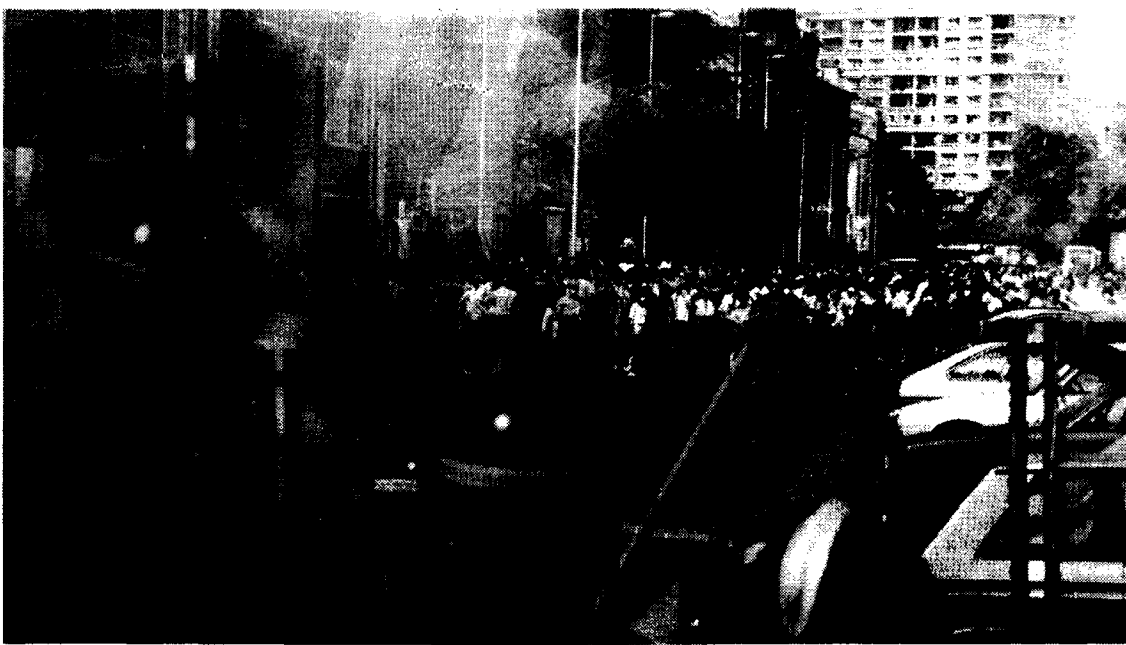
L'opération menée par le PCF et la CGT à Ivry a été bien préparée ! L'ensemble de la bourgeoisie y a bien participé ! C'est que, camarades ouvriers, les événements de SKF revêtaient une grande importance pour celle-ci. Pas un quotidien, sauf "l'Humanité" naturellement, n'a omis de "dénoncer" le rôle du PC dans cette affaire. Celui-ci deviendrait de plus en plus radical, de plus en plus gauchiste : "Le Monde" du 7 juin titre "la tentation gauchiste du PCF", "le PCF a choisi la stratégie classe contre classe".

Pour Max Gallo, dans "Le Matin" de Paris : "le PCF a besoin de l'affrontement pour illustrer

son discours", ou encore dans "Le Matin" du 7 juin, un article consacré à SKF, titre "la dérive groupusculaire du PCF". Pierre Joxe, à la tribune de l'Assemblée Nationale, déclare : "Oui au droit à la manifestation, non au droit à l'émeute". Quant au PCF lui-même, il n'hésite pas, il a même comparé Pierre Joxe à Jules Moch, ministre socialiste de l'Intérieur qui en 1947, avait envoyé la troupe contre les mineurs du nord.

Quant à nous, nous n'hésitons pas à comparer le PCF d'aujourd'hui à celui d'hier qui faisait bombarder les grévistes de Sétif par son ministre Charles Tillon. Le PCF n'a pas changé lui non plus !

Tous avec des discours apparemment opposés vont dans le même sens, travailler conjointement pour obtenir le même résultat : aider le PCF et la CGT dans leur tentative de se donner "une nouvelle image", celle du parti de la lutte de la classe ouvrière, celle d'un syndicat de combat".



Pour apparaître comme les défenseurs des ouvriers, le PC et la CGT font à SKF une mise en scène d'affrontements aux CRS "socialistes" Avec ces simulacres d'action "radicales", le PC cherche à faire oublier sa participation au gouvernement (et donc aux licenciements) et au renforcement des forces de répression. De cette manière, ils cherchent à se mettre en meilleure position pour encadrer et saboter "de l'intérieur" les luttes ouvrières

PC et CGT doivent apparaître comme différents du reste de la bourgeoisie pour pouvoir mener à bien leur sale travail de division, de démobilisation et débousolement.

Cette nécessité s'impose d'autant plus à toute la bourgeoisie, par le fait qu'elle est obligée aujourd'hui d'attaquer à un niveau sans précédent les conditions de vie des ouvriers : licenciements massifs, baisse des salaires et des indemnités de chômage, tout y passe.

L'annonce de 21.000 licenciements prévus à Renault, les 1.300 à Citroën, etc, préfigurent des attaques encore plus fortes à venir.

Mais les ouvriers en France, comme dans le reste de l'Europe, n'ont jamais accepté, du moins depuis septembre 1983, de se faire licencier massivement sans s'engager fortement dans la lutte. Rappelez-vous la lutte des mineurs en Grande-Bretagne, des chantiers navals en Espagne ou des 500.000 ouvriers en grève au Danemark. Rappelez-vous, en France, les luttes à Talbot, Citroën, dans la sidérurgie, les mines...

Depuis, la colère, le mécontentement, la volonté de lutter, de résister n'a fait qu'augmenter dans l'ensemble de la classe ouvrière.

Camarades ouvriers, la bourgeoisie a aujourd'hui peur de vous, de votre force, elle a peur que vous réagissiez tous ensemble. Voilà pourquoi elle a provoqué ces événements à SKF. Voilà pourquoi il lui est nécessaire de vous faire croire que le PCF et la CGT sont les meilleurs moyens pour lutter.

Mais le PCF et l'ensemble de la bourgeoisie avec lui, peuvent déployer tous leurs efforts possibles, ils ne peuvent effacer d'un coup d'éponge la méfiance de la classe ouvrière envers ceux-là mêmes

qui ont participé durant 3 ans au gouvernement avec les socialistes, alors que durant toute cette période, les attaques contre la classe ouvrière n'ont fait que se développer.

Non, les ouvriers n'oublient pas !

- le PCF peut aujourd'hui crier au scandale contre les licenciements. Il a élaboré et exécuté les premiers plans Delors du gouvernement de gauche. Avant de quitter le gouvernement, il avait déjà signé les plans de licenciements prévus jusqu'en 1988. Ralite, ministre communiste, était au moment de l'annonce des 495 licenciements à SKF, le ministre de l'emploi, c'est-à-dire le ministre le plus concerné par le problème, le plus responsable. Ralite peut toujours le nier aujourd'hui, ce ne sont que des mensonges!

- le PCF peut aujourd'hui titrer dans "l'Humanité" du 5 juin sur "l'agression des forces de l'ordre" envoyées par le gouvernement socialiste à Ivry. Il a participé directement au renforcement de la police, en votant les augmentations du budget, des effectifs - les seuls emplois créés !

Cette police qui est intervenue pour vider les usines occupées par les grévistes à plusieurs reprises.

Rappelons-nous Peugeot-Talbot, Citroën. Fiterman, ministre communiste des transports, s'est illustré contre les grèves à Air France, à la RATP et la SNCF en octobre 1981. Pour lui, alors pas d'ambiguïté, au besoin, il envoie les forces de l'ordre :

"Je dois veiller aux besoins des usagers Dans la réalisation de cette tâche, je serai toujours prêt à prendre mes responsabilités"

Pas étonnant que deux mois après, pour les memes motifs, il organise contre les grévistes de la gare Saint-Lazare une réelle chasse aux sorcières.

Ne vous y trompez pas, au moment où des luttes d'ampleur vont s'engager, le PCF et la CGT restent les pires ennemis des ouvriers, le premier obstacle au développement de la lutte de toute la classe ouvrière. Les ouvriers risquent de subir de nouveaux SKF. Les journées d'action, de division et de démobilisation, d'occupation stérile d'entreprises, des mairies, des préfectures, risquent de se succéder rapidement.

Mais pour cela, la bourgeoisie a besoin d'un PC et d'une CGT mis au ban des accusés. Ils doivent apparaître comme les seuls aptes à défendre les ouvriers, les seuls capables de mener la lutte.

De ce fait, ils deviennent plus dangereux pour la classe ouvrière, c'est à cela qu'a travaillé toute la bourgeoisie, PC et CGT en tête avec les événements de SKF.

C'est pour cela que dans les luttes, les ouvriers vont devoir se confronter de plus en plus fortement, de plus en plus clairement à ces ennemis mortels que sont le PCF et la CGT.

BR

LISEZ

LA REVUE

INTERNATIONALE

No 42

Sommaire

-SIMULTANÉITÉ DES LUTTES OUVRIÈRES ET OBSTACLE SYNDICAL.

-Où en est la crise économique? L'ENTRÉE DANS LA RECESSION.

-CHOMAGE MASSIF ET EXTENSION DE LA LUTTE DE CLASSE.

-LES COMMUNISTES ET LA QUESTION NATIONALE

-UN REVOLUTIONNAIRE N'EST PLUS

-Correspondance internationale (INDE)

-LES GLISSEMENTS CENTRISTES VERS LE CONSEIL-LISME (Débat interne).

EUROPE

STRATEGIE DE LA BOURGEOISIE CONTRE LA MONTEE DES LUTTES

● Sur la reprise des luttes qui secouent le monde entier, et surtout l'Europe depuis un an et demi, la TV, les journaux gardent le silence. Ils ne nous montrent que la misère sans fond d'un immense partie de l'humanité, les massacres, les actes terroristes et le spectacle des "faits divers" plus horribles les uns que les autres. Lorsqu'ils parlent des travailleurs, c'est uniquement pour faire croire que ceux-ci sont "apathiques", "agissent sans succès", quand ce ne sont pas des voyous comme ces "chômeurs anglais" de Liverpool. Ceci ne doit pas nous étonner. Cela fait partie d'une stratégie parfaitement consciente de la part de la bourgeoisie pour EMPECHER que le mécontentement profond et grandissant parmi la classe ouvrière, ne puisse s'exprimer.

Dans les années 70, au début de la crise économique, la bourgeoisie a répondu contre les luttes ouvrières en faisant briller le "miroir aux alouettes" de la gauche au pouvoir ou sur "le chemin du pouvoir", du "changement social". Les syndicats devaient s'associer aux gouvernements de gauche dans les "contrats sociaux" (comme en Angleterre ou en Espagne, par exemple) ou autres "compromis historiques" (comme en Italie). La gauche entretenait l'illusion que grâce à toute une série de sacrifices, on pourrait "sortir de la crise", qu'il y avait des "solutions nationales". Mais, loin de sortir de la crise, celle-ci n'a fait que s'approfondir dans tous les pays sans exception et les luttes ouvrières ont amené la bourgeoisie à réorienter sa stratégie.

Ainsi, avec l'entrée dans les années 80, "années de vérité", la bourgeoisie va utiliser sa carte la plus efficace pour faire passer son austérité et ses licenciements : la gauche dans l'opposition. En effet, le rôle de la gauche (PS, PC syndicats et gauchistes) n'est pas d'amener des améliorations à la classe ouvrière - comme le montre l'exemple éclatant de la France - mais de la tromper, de se DIRE son amie pour pouvoir FAIRE son sale travail d'ennemi. En ne participant pas à la gestion gouvernementale, la gauche peut avec du "blabla", avec un langage toujours plus "ouvrier",

mieux tromper, déboussoler les travailleurs. Lorsque la droite, par exemple, présente les licenciements comme inévitables, la gauche dit ce qu'elle ne fait pas et ne pourra jamais faire: "C'est dû à la mauvaise gestion de la droite", et mène les ouvriers à une impasse. De même, les syndicats, qui sont les fossoyeurs en première ligne des luttes ouvrières, n'hésitent pas à radicaliser leur langage. Et quand ils ne parviennent plus à éviter les luttes - comme au Danemark - ils travaillent de plus en plus à la base et toujours dans le sens d'empêcher les ouvriers de prendre eux-mêmes en main l'initiative de leur combat pour l'étendre.

Aujourd'hui, la stratégie de la gauche n'est plus, comme dans les années 70, de semer des illusions. Non, elle ne le peut plus dans une période où elle n'a plus rien à offrir économiquement, où la misère touche de plus en plus tous les ouvriers, dans toutes les entreprises, dans tous les pays ! Aujourd'hui, le premier souci de la bourgeoisie dans le monde entier est de "faire plier" la classe ouvrière, de faire passer ses attaques. C'est pour cela qu'elle ne dit RIEN sur les luttes qui se déroulent dans tous les secteurs, dans tous les pays, dans les plus grandes villes, avec les mêmes revendications. C'est pour cela qu'elle ne dit rien, ou juste quelques informations fausses sur l'entrée en lutte des chômeurs et leur volonté de s'unir aux ouvriers qui ont encore du travail. C'est pour cela qu'elle mène toutes sortes de campagnes qui sèment la peur et la paralysie. C'est pour cela qu'elle se sert à fond de l'arme de la "gauche dans l'opposition" et qu'elle utilise surtout - et avec "adresse" - ses agents dans les rangs ouvriers que sont les syndicats et les "syndicalistes de base". Elle les utilise, soit pour empêcher que les luttes n'éclatent (comme en France), soit, quand celles-ci ont lieu, pour les saboter de l'intérieur (comme en Angleterre). Car ce qui est essentiel pour elle et pour mener ses attaques, c'est d'occuper le terrain de l'usine et de la rue : c'est-à-dire de TROMPER, IMMOBILISER, DIVISER, DEMORALISER les ouvriers :

- En France, le PC est retourné dans l'opposition après trois ans de participation au gouvernement (donc à l'austérité). Avec la CGT, il organise

maintenant, à coups de soi-disant journées d'action, non seulement la division entre différents secteurs de la classe ouvrière mais la paralysie en prenant bien soin qu'il y ait le moins de travailleurs possible dans ces manifestations. Et ainsi, ils font "d'une pierre deux coups" car après, ils peuvent dire : "regardez, les ouvriers ne sont pas combattifs", "nous le syndicat, on lutte" mais... les ouvriers sont passifs! "Ca, c'est une stratégie parfaitement planifiée par toutes les forces de la bourgeoisie qui sait même profiter de la méfiance des ouvriers vis-à-vis de ses faux-amis pour les DIVISER et les empêcher de prendre confiance de LEUR PROPRE FORCE.

- Au Danemark, 500.000 ouvriers sont en grève. Ils essaient d'étendre leur combat pour être unis et forts. Les syndicalistes de base prennent un langage très "ouvrier", prennent la tête des luttes et ... renvoient les ouvriers chez eux, c'est-à-dire les IMMOBILISENT !

- En Angleterre, lors de la grève des mineurs, Scargill (le dirigeant du NUM) "s'oppose" à la centrale syndicale "modérée", le TUC et ... ENFERME les ouvriers dans la corporation. On connaît la suite, après un an de lutte, les mineurs seront défaits.

On pourrait multiplier les exemples. Suivant les pays, suivant que les luttes soient engagées ou non, suivant l'ampleur de celles-ci, la stratégie de la gauche et de ses syndicats peut prendre plus particulièrement telle ou telle forme. Mais elle est TOUJOURS une tactique consciente pour EMPECHER que, face aux terribles attaques de la crise, les ouvriers rentrent en lutte (comme en France) organisent l'extension de leurs luttes, rompent l'isolement usine par usine, région par région, pays par pays, ouvriers au travail et ouvriers au chômage.

Contre cette tactique de DIVISION, contre cette volonté de DEMORALISER les travailleurs et les chômeurs, chacun dans son coin, les ouvriers doivent se rassembler, engager la lutte massivement.

Il n'y a pas d'autre moyen que d'être UNIS et NOMBREUX pour opposer une riposte aux attaques de la bourgeoisie. Celles-ci sont et seront de plus en plus dures. la bourgeoisie elle-même ne le cache plus.

Comme le disait déjà au début du siècle Rosa Luxembourg - une grande figure du mouvement ouvrier - :

"Le prolétariat doit se rassembler en masse ; pour cela, il faut qu'il sorte des usines et des ateliers, des mines et des hauts-fourneaux et qu'il surmonte cette dispersion et cet éparpillement auquel le condamne le joug capitaliste".

M.B.

MASSACRE AU HEYSEL

UN SPECTACLE D'HORREUR SCIEMMENT ORGANISE

● Nombre d'entre nous sont restés pétrifiés d'horreur, de colère et d'impuissance lors du carnage télévisé de la finale de la Coupe d'Europe de foot à Bruxelles. Après, envie de vomir, écoeurément total.

Peut-être pire encore, il a fallu écouter et assister aux pleurs hypocrites et cyniques des responsables. Car il y a des responsables. Cette catastrophe n'est due ni à la malchance, ni à la fatalité, ni à "l'instinct animal" de l'homme-lion. Pas plus que dans les massacres des camps palestiniens à Beyrouth, pas plus que dans les milliers de morts noyés par le raz de marée au Bangla-Desh, il ne faut incriminer la nature sauvage et guerrière des hommes.

Nous accusons la bourgeoisie européenne, les gouvernements des Etats européens du massacre de Heyssel à Bruxelles ! Nous affirmons que tout était prévu pour qu'il y ait des affrontements.

En premier lieu, l'existence de ces "hooligans". L'abrutissement et l'imbécillité meurtrière de ces quelques jeunes supporters est à l'origine des bagarres que connaît le foot-ball depuis plus de dix ans. C'est un des aspects de la misère matérielle, et surtout morale qu'impose le capitalisme. Les médias bourgeois sont les premiers à assimiler le sport, et surtout le sport-spectacle au nationalisme, et parfois à la guerre. Certains articles de "l'Equipe" sont édifiants. Et aujourd'hui, ils font preuve de peu de mémoire et d'une hypocrisie sans borne en dénonçant la violence, le fruit de ce qu'ils ont semé durant des décennies.

Ensuite, préparée, menée à point, la campagne "anti-hooligans" avant le match, dans tous les pays, avait bien "chauffé le public", plus que le match lui-même ! Et le ministre belge de l'intérieur faisait le naïf le lendemain du carnage : "Comment pouvait-on imaginer que de tels incidents allaient éclater à l'intérieur du stade ?"

En plaçant, au milieu des supporters anglais, dans une petite tribune, les supporters italiens, "comment pouvait-on imaginer", dit-il. En ne les séparant que par douze gendarmes - c'est le rapport de gendarmerie qui le dit - et un petit grillage qui a cédé à la première poussée des jeunes anglais, jeunes anglais trop nombreux, entassés - de l'aveu de tous - dans leur propre tribune, "comment pouvait-on imaginer", ose-t-il dire !

Puis la soi-disant désorganisation de la police belge "démocratique" et "non-violente". Pardon, la police et la gendarmerie belges sont parmi les mieux organisées d'Europe. Elles ont une très longue expérience de la répression, surtout anti-ou-

vrière. Qui d'entre nous n'a pas encore en mémoire les photos des gendarmes à cheval chargeant et dispersant "efficacement" et violemment la manifestation des ouvriers de la sidérurgie à Bruxelles en 1982. Et qu'ils ne nous disent pas qu'ils n'étaient pas prévenus contre les "hooligans". Ils nous ont suffisamment averti avant le match !

Les polices européennes, belge y compris, n'en sont pas à leur première expérience pour contrôler des supporters de foot. L'an dernier, à Rome, les mêmes jeunes de Liverpool avaient été "accompagnés" encadrés durant tout leur séjour en Italie par la police. En outre, ils avaient été complètement séparés du public italien. "Comment pouvait-on imaginer", poursuit l'autre.

N'importe quel habitué des matchs de foot sait très bien qu'on ne peut pas assister à une finale de Coupe d'Europe sans être passé, un à un, le billet à la main devant un premier barrage de CRS, toujours le billet à la main pour franchir les tourniquets du guichet, et là subir une fouille par un autre contrôle de CRS. Impossible de passer avec des bouteilles en verre et des barres de fer. Impossible. N'importe quel habitué du Parc des Princes pourra le confirmer.

Pourtant, à Bruxelles, on rentrait "comme dans un moulin".

Oh, sans doute, la provocation a dépassé les espérances de ses auteurs. Sans doute, n'avaient-ils pas prévu tant de morts. Mais peu importe dans le fond à la bourgeoisie, du moment qu'elle peut en tirer un profit. Un profit ? Quel profit ? Ce qui est sûr d'abord, c'est que ce drame télévisé s'inscrit dans toute une campagne de déboussollement et de terreur sur les populations européennes.

A qui profite le crime ? A la bourgeoisie et à ses gouvernements.

En servant, comme toutes les campagnes sur la violence et le terrorisme, à justifier le renforcement des forces de répression, de la police, et de leur présence dans la vie sociale.

En servant à faire un amalgame entre la violence aveugle et barbare des "hooligans", et la nécessaire auto-défense ouvrière face à la répression de l'Etat.

Vous trouvez que nous exagérons ? C'est pourtant ce que Thatcher s'est empressée de faire en assimilant la violence des hooligans et les piquets de grève des mineurs.

Enfin, de manière plus générale, le massacre de Heyssel, à la suite et avant un grand nombre d'événements de ce genre, sert à terroriser et à intimider l'ensemble des populations d'Europe face à d'inévitables luttes et manifestations de foules

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques ; c'est pourquoi, nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans des librairies ou des kiosques et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

CONTRIBUTION A LA SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE

| | |
|---------------------|-------|
| REVOLUTIONNAIRE | |
| F.D. (Hollande) | 150 f |
| S.B. (Gard) | 250 f |
| J. et E. (Bordeaux) | 100 f |

| | |
|-------|-------|
| Total | 500 f |
|-------|-------|

SOUSCRIPTION PERMANENTE

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions.

Nous lançons dès aujourd'hui une souscription pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Nos lecteurs qui le désirent, pour une souscription minimum de 80 f, recevront 10 numéros de R.I. La première souscription porte sur les numéros 6 et 7 de R.I. ancienne série, et sur les numéros 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la nouvelle série.

Depuis le début de notre appel - en mai - nous avons obtenu 2894 f.

ouvrières. "Restez tranquillement chez vous et ne vous mêlez pas des grands rassemblements de foule" ; cette foule aveugle et manipulable par n'importe quel groupuscule d'extrême-droite ou d'extrême gauche. Voilà le but de ce type de campagne : déboussoler, terroriser et prévenir contre toute expression collective de colère ouvrière.

La Rome décadente offrait du pain et des jeux à la plèbe. Et le sang coulait dans le cirque. Sur le terrain.

Le capitalisme décadent offre le jeu à ceux qui ont de moins en moins de pain. Et le sang coule dans les tribunes. Exemple de plus, de la barbarie et de l'absurde de la survivance du mode de production capitaliste.

R.L.

VERS LA RECESSION MONDIALE

L'essentiel de ce que le capitalisme développe aujourd'hui, c'est les armes, et la misère. Après le premier choc de l'attaque brutale qui a porté le chômage dans les pays industrialisés de l'ouest à des taux de 10-20%, après les deux ans de "reprise économique", qui n'ont rien arrangé, une nouvelle fois, les "rencontres au sommet" promettent le pire en deux messages : "il n'y a aucune perspective d'amélioration au niveau économique" et "il faut renforcer l'armement". Et cette promesse, pour une fois, sera tenue. C'est à une nouvelle récession, un nouveau choc, bien plus brutal, qu'il faut s'attendre, pendant que les projets continuent de s'échafauder sur le "nouvel avion de combat européen", les navettes, les missiles. Les dernières évaluations prévoient 900 milliards de dollars dépensés dans le monde en 85 pour l'armement. Le seul obstacle à la militarisation croissante de l'appareil productif, de l'Est à l'Ouest, c'est le refus des ouvriers de se plier aux conditions

qui leur sont faites, de chômage, de misère, de surexploitation pour ceux qui contribuent à assurer la production. C'est la résistance de la classe ouvrière. Mais, même freiné, ce processus est irréversible. Même empêché d'aboutir à sa conséquence finale -une nouvelle guerre mondiale-, il ne peut que continuer à multiplier les faillites, à jeter des millions de gens dans la misère, à ronger les conditions de vie de l'écrasante majorité de la planète, à pressurer davantage la classe qui produit toutes les richesses.

Plus il jette à la rue d'ouvriers dans les centres industriels, plus il rend difficile les conditions de survie pour l'ensemble des ouvriers et plus devient impératif le besoin de s'unir pour résister. Plus s'avance cette marche vers la catastrophe, plus il devient clair que le capitalisme est une impasse vers la guerre, et plus s'offre comme seule issue de le combattre, de le détruire, pour bouleverser de fond en comble la société

DE L'OUEST ...

Si on en juge par les résultats de la période de "reprise économique", la récession qui s'annonce, promet d'être catastrophique. Déjà, depuis 1983, malgré la "relance de l'économie", la misère a continué de gangréner le monde entier : les pays sous-développés, qui se sont enfoncés plus profondément dans la barbarie, par la guerre, la famine, les exodes ou les immenses ghettos humains autour de villes où le travail s'est réduit comme une peau de chagrin. Mais la misère s'est aussi répandue sur l'Europe, où le chômage n'a cessé d'augmenter (même l'Allemagne, pays des "plus épargnés", compte 1,5 million de chômeurs en plus depuis 1983) et le niveau de vie, de baisser. L'insécurité, la peur du lendemain ont gagné du terrain. Même aux USA, pays de la "croissance", la "reprise" a signifié pauvreté : 54 % des moins de 18 ans y sont en dessous du seuil de pauvreté ; plus d'un sur deux !

Cette masse de gens coupés de toute possibilité de retrouver un travail, un travail de toutes façons de plus en plus dur, de plus en plus précaire et de moins en moins payé, c'était la "reprise". Aujourd'hui, c'est la récession qui s'annonce : la récession, ce sont des faillites en cascade, une nouvelle flambée de chômage, des salaires qui plongent. L'aggravation brutale des conditions de vie au cœur des pays industrialisés, un nouveau craquement de la crise qui laminera encore plus l'ensemble du monde.

Aujourd'hui, les USA annoncent clairement qu'ils ne peuvent plus assumer d'être "la locomotive de l'économie mondiale". En clair : plus question de "reprise économique", les USA ne peuvent plus éponger la surproduction mondiale, ils étouffent sous le déficit et l'endettement (2 fois le PNB annuel des USA).

La situation de l'économie américaine détermine celle du reste du monde. Après les premiers signes de faillites bancaires, la croissance ralentit aux USA : 0,7 % pour le premier trimestre 85. Les USA ne peuvent pas continuer indéfiniment à s'endetter à un tel point pour acheter les marchandises en surplus -essentiellement les marchandises européennes. Reagan déclare que les USA vont ralentir leurs importations, plongeant ainsi les économies européennes, dont ils sont le principal client, dans le marasme. Les appels lancés à l'Allemagne ou au Japon de "prendre la relève" pour éviter l'effondrement, resteront vains. Aucun autre pays ne peut réussir là où la principale économie mondiale (qui fournit à elle seule 1/4 de la production mondiale) a échoué. Que pourraient-ils faire quand on voit déjà que l'infléchissement de la croissance aux USA provoque en deux mois une baisse de la croissance du pays le plus "dynamique", le Japon ? Le Japon, comme l'Allemagne n'ont connu de "relance" que grâce à leurs exportations vers les USA.

Tous les artifices économiques déployés pendant deux ans (endettement des USA, investissements dans l'armement et les services) ne peuvent plus cacher la réalité. PARTOUT, la production industrielle ne cesse de chuter ; même aux USA, la baisse continue depuis 1980 : 2,5 millions d'emplois en moins dans l'industrie. Les investissements diminuent dans le secteur productif, irréversiblement.

Plus que jamais, l'avenir offert par le capitalisme est bouché. Surexploitation des ouvriers au travail, chômage massif, sans perspective d'amélioration, bien au contraire. Des millions de gens réduits à la misère dans les centres industriels, côtoyant les immenses moyens de production stérilisés, les usines fermées, les machines arrêtées.

Il n'y a pas "d'autre gestion" qui puisse surmonter les contradictions du système marchand. Le capitalisme, malgré ses contorsions pour ralentir la chute, ne peut que plonger de plus en plus, d'inflation en récession, l'humanité dans la barbarie.

Quand on voit comment l'augmentation du chômage a marqué les pays européens ces dernières années, on imagine la situation à venir, où ce n'est plus seulement la Hollande ou l'Espagne qui vont dépasser les 20 % de taux de chômage, mais tous les pays industrialisés de l'ouest.

Les sacrifices ont fait leur temps. Les "solutions" de "partage du travail" ne sont qu'une mys-

tification. La ponction sur les salaires pour payer les chômeurs a déjà fait ses preuves : c'est comme cela que les Etats ont financé les allocations-chômage. Mais si les salaires continuent de baisser, les chômeurs sont de moins en moins indemnisés : ils sont déjà trop nombreux !

Les ouvriers des pays d'Europe, en particulier, vont recevoir de plein fouet les effets de la récession. Ils ont déjà commencé à se battre contre les effets de la "reprise". L'ampleur de la récession va faire sauter les verrous qui permettent encore aux forces d'encadrement de l'Etat d'enfermer leur combativité dans un secteur, une usine.

Face à la récession, face à la barbarie croissante du capitalisme, des affrontements de plus en plus décisifs se préparent.

... A L'EST

L'économie mondiale n'est pas partagée en deux. Les effets de la crise se font sentir à l'Est aussi bien qu'à l'Ouest. Si les chutes sont moins spectaculaires à l'Est, c'est que ces pays, plus faibles sur le marché mondial, sont enfoncés dans la crise depuis bien plus longtemps. Pourtant l'aggravation de la situation économique à l'Ouest trouve un écho dans les pays de l'Est : depuis le début des années 80, les restrictions sont de plus en plus sévères.

Ainsi, en Pologne, l'accroissement du coût de la vie a été de 23 % en 1983 et tout un train de hausses de prix très importants ont lieu actuellement. En Hongrie, les salaires réels ont diminué de 3 % en 1984 et en ce moment, les tarifs de transports publics augmentent de 100 %. La Hongrie était pourtant la "vitrine" de l'Est, le pays de la "réussite économique". Que dire de la Roumanie où, cet hiver, l'électricité était coupée de deux à huit heures par jour, où le chauffage était limité à 16 degrés, avec des équipes chargées de faire des "visite-surprise" pour contrôler les mesures de privation dont la non-application entraînait des peines de prison.

Quand Gorbatchev annonce aujourd'hui dans le nouveau "plan économique" qu'il veut "stimuler la réalisation quantitative des travaux en réduisant le nombre des personnels", il faut entendre, comme partout : surexploitation des ouvriers au travail et éjection d'une masse d'entre eux.

L'autre façon d'attaquer les conditions de vie de la classe ouvrière pour accroître la productivité est de réprimer l'absentéisme et le rendement trop faible. C'est cette attaque qu'est en train de mener l'équipe Gorbatchev par toute une série de mesures :

- patrouilles dans les rues en vue de ramener au travail les ouvriers qui font la queue devant les magasins. C'est le sens de la campagne actuelle contre l'alcoolisme : ce n'est pas la santé des ouvriers qui intéresse Gorbatchev mais la plus-value qu'ils produisent !

- moyens accrus donnés aux "collectifs de travail" organisés par l'Etat, dans les usines, en vue de sanctionner les ouvriers qui ont un rendement trop faible ; ces sanctions peuvent aller jusqu'au licenciement. Effectivement, le mythe selon lequel il n'y a pas de chômage dans les pays de l'Est, est en train de voler en éclats : la nécessité d'améliorer la productivité des entreprises en Hongrie provoque des licenciements et en URSS un examen professionnel auquel ont été soumis les 1.864 employés de l'entreprise Elektrosila de Léningrad a donné lieu à 40 licenciements et d'autres avaient démissionné avant que la décision de licenciements ne soit prise...

A la pénurie chronique des denrées les plus essentielles, viennent donc s'ajouter de plus en plus, à l'Est, les difficultés dues à la baisse des salaires et au chômage, et la pression sur les cadences de travail.

Contrairement à ce que la bourgeoisie voudrait nous faire croire, ce n'est ni le gaspillage et la gabegie bureaucratiques des pays de l'Est, ni les restrictions qu'imposerait l'Ouest qui sont la cause de la pénurie de marchandises mais les contradictions du monde capitaliste dont ces pays font pleinement partie. A l'Ouest, les étalages sont

achalandés mais la population a de moins en moins de ressources pour pouvoir acheter, à l'Est les rayons sont vides. La raison historique d'une telle désorganisation de l'économie est que les pays de l'Est sont économiquement arriérés par rapport à l'Ouest : l'URSS n'est arrivée au leadership d'un bloc impérialiste que dans la période de décadence du capitalisme, c'est-à-dire au moment où il n'existait plus de possibilité de plein développement pour de nouveaux territoires. Dans de telles conditions, l'avance économique de l'Ouest ne pouvait que durer et même s'accroître alors que le bloc de l'Est était obligé de se lancer dans un effort désespéré pour pouvoir s'opposer au bloc rival, opposition impérialiste ne pouvant se résoudre que dans la guerre. C'est pour cela que l'URSS engouffre dans la production d'armements la meilleure technique et les meilleures ressources productives, ne laissant pour la consommation civile -et en particulier pour la classe ouvrière- que le moins possible, c'est-à-dire des magasins presque vides.

Cette situation que les ouvriers de l'Est ont vécue depuis Yalta -et en URSS depuis la défaite de la révolution- s'est de plus en plus aggravée avec la réapparition de la crise. Comme partout, et plus que partout du fait de la non-compétitivité des marchandises de l'Est, l'appareil productif s'enraye de plus en plus, confinant au blocage pour certains pays de l'Est : en Pologne, sur 1600 projets d'investissements dont la réalisation avait commencé avant 1980, 1.156 ont été arrêtés ; dans l'ensemble des autres pays de l'Est, si de telles décisions sont beaucoup plus marginales, des retards de 5 ans dans la réalisation des investissements sont fréquents.

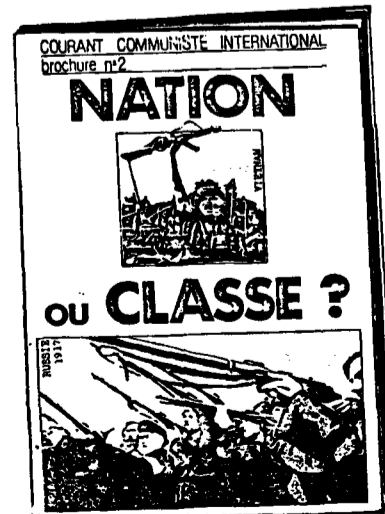
Une telle situation a une autre dimension : la nécessité pour les pays de l'Est de réduire leurs investissements (moins 20 % pour la Hongrie depuis 1979), et si les chiffres ne rendent pas partout évidente cette baisse, c'est qu'ils cachent la réalité : si on enlève les travaux d'infrastructure (voies de communication, énergie) et la production d'armements, on s'aperçoit que les investissements productifs sont en chute libre. Une telle évolution signifie un vieillissement de l'appareil productif (en Pologne, l'érosion du capital -machines et équipements- concerne 90,5 % des entreprises !) et en conséquence une aggravation de la cause de la pénurie de capital : la productivité se dégrade de plus en plus ; en URSS, les chiffres officiels disent que l'accroissement de la productivité a été de 6 % par an de 1971 à 1975, de 3,2 % de 1976 à 1980 et que, malgré les efforts faits, la situation ne s'améliore pas : dans les meilleures entreprises, un ouvrier produit quatre fois moins qu'en Europe de l'Ouest. Il faut ajouter à ce tableau qu'il est encore moins question qu'avant d'augmenter la productivité par des importations de technologie venant de l'Ouest tant du fait du niveau d'endettement de la plupart des pays de l'Est, que de l'incapacité pour les pays de l'Ouest de continuer à faire une politique de crédit facile à la manière des années 70 ; pour toutes ces raisons, la route est barrée pour les transferts de technologie que l'on avait vus dans la précédente décennie.

Dire qu'une telle situation a pour conséquence de réaliser des taux de croissance économique en baisse ou même négatifs (Pologne, Hongrie où il a été nul en 1983), est une évidence, mais la conséquence essentielle est que la poursuite d'une production d'armements toujours en augmentation jointe à des efforts rigoureux en vue de stopper la baisse de la productivité du capital, signifient une attaque de plus en plus dure des conditions de vie de la classe ouvrière. Cette attaque est un impératif d'autant plus fort que la chute de la productivité finit par avoir des conséquences sur la qualité de l'armement et tend à hypothéquer les possibilités stratégiques déjà faibles de l'URSS face aux USA.

A l'Est, comme à l'Ouest, c'est le capitalisme qui s'enfoncé de plus en plus dans ses contradictions.

A l'Est, comme à l'Ouest, la classe ouvrière se trouve face à une situation désastreuse, face à laquelle -les ouvriers de Pologne nous l'ont montré en 1980- elle ne peut réagir qu'avec les mêmes armes que les ouvriers de l'Ouest.

Sauge/DN



MOYEN-ORIENT

PROGRESSION DE L'OFFENSIVE OCCIDENTALE PAYEE PAR DE NOUVEAUX MASSACRES

● Pour ceux qui regardent la télévision et écoutent la radio, la situation au Moyen-Orient et au Liban est, de prime abord, complètement incompréhensible. Les massacres aveugles se succèdent, l'anarchie totale semble régner au Liban, la situation paraît incontrôlée, incontrôlable, menaçant même la "sécurité du monde libre".

En réalité, rien n'est plus contrôlé et orchestré que la situation actuelle du Liban. C'est toute la bourgeoisie occidentale qui tire les ficelles, et qui poursuit sa stratégie impérialiste dans la région (voir nos articles précédents sur cette question).

Rappelons brièvement les enjeux de la situation: éjecter toute présence de l'impérialisme russe du Moyen-Orient -ce qui passe par le règlement de la question palestinienne et l'intégration de la Syrie dans le bloc occidental- et tenter de stabiliser la situation en Iran. Quels sont les pas accomplis par l'impérialisme US dans cette voie ces derniers mois?

L'INTEGRATION DE LA SYRIE AU BLOC US

Pour ce qui est de la Syrie, c'est en lui offrant la prédominance politique et militaire sur le Liban que les USA comptent l'attacher aux intérêts du bloc. On se rappelle qu'en janvier 85, Mitterrand était allé en Syrie après le retrait des troupes occidentales du Liban "reconnaissant le rôle important sinon décisif de la Syrie".

En effet, c'est l'Etat "socialiste" français qui, dans les tractations avec la Syrie pour le compte du bloc, est au premier plan. Fin mai 85, c'est Farout El Chareh, ministre des affaires étrangères syrien qui à son tour, se rend en France. Pour l'occasion, on a eu droit à la reconnaissance de la Syrie par la France comme "moindre mal" sur la question du Liban.

A la mi-juin, la Syrie renvoyait 2500 conseillers militaires russes chez eux. De plus, l'URSS a retiré la Syrie du système de défense du Pacte de Varsovie. Il n'est plus une décision politique qui ne soit prise au Liban sans l'accord d'Assad, chef d'Etat syrien. Ceci est si vrai que les anciens appuis d'Israël au Liban, les phalangistes

chrétiens, ont été nettement mis à l'écart. Par contre, les factions pro-syriennes telles les milices Amal et leur chef Nabih Berri sont présentés comme ceux ayant la situation en main.

Enfin, alors qu'en 1982, c'était Israël qui était le maître d'oeuvre du "nettoyage" du Liban et des camps palestiniens, aujourd'hui, de façon significative, cette tâche est dévolue à ces fractions pro-syriennes.

Au bout du compte, il devient clair que toute influence effective du bloc russe a été écartée de la région.

Même si tous ces événements sont apparus sur le devant de la scène ces derniers temps, ils n'englobent pas tous les enjeux impérialistes dans la région. L'Iran, que le bloc occidental n'est pas encore parvenu à restabiliser, représente pour ce bloc un point de faiblesse exploitable par l'impérialisme russe : ce qui est inacceptable pour les USA.

LA GUERRE IRAK-IRAN

Ce n'est pas un hasard que depuis le retrait des troupes US du Liban, on assiste à une nette recrudescence de la guerre Iran-Irak. En poussant ainsi l'Iran dans ses derniers retranchements, la volonté du bloc US est de faire tomber Khomeiny. Nous assistons à une intensification de la guerre à travers la livraison d'armements directement ou indirectement à l'Irak et de moindre importance à l'Iran. Le bloc occidental s'arrange pour fournir les deux camps: -il livre le matériel le plus moderne et sophistiqué à l'Irak (par exemple, depuis 1983 la France livre des super-étendard ainsi que des missiles Exocet à l'Irak);

-il arme et réorganise puissamment tous les pays arabes de la région alliés de l'Irak (Arabie Saoudite, Koweït, EAU...) susceptibles d'encercler l'Iran.

La perpétuation du conflit contribue à étrangler et à asphyxier économiquement l'Iran qui ne vit que de ses exportations de pétrole qui transitent par le Golfe.

Entre 1978 et 1985, la production de pétrole a chuté de 261 millions de tonnes à 25 millions de tonnes. "Avec un déficit commercial aggravé (moins quatre milliards de dollars pour l'année 83-84), et des réserves au plus bas, l'Iran ne pourra pas supporter très longtemps le maintien de cette situation" ("Le Monde" du 23-9-84)

En se donnant pour objectif le bombardement des villes depuis plusieurs mois (les bombardements de Téhéran sont à présents quotidiens) il s'agit de contribuer à l'exaspération de la population, déjà éprouvée économiquement pour qu'elle se soulève contre le régime. Dans le même sens, la diplomatie occidentale multiplie les contacts avec les fractions les plus "modérées" du régime. D'autre part, la France a rétabli ses relations diplomatiques avec l'Iran depuis 6 mois.

Voilà les manoeuvres de la bourgeoisie. Qu'en est-il concrètement sur le terrain?

Des milliers et des milliers de morts, voilà le prix qu'a payé et que paiera la population de ces pays aux intérêts de l'impérialisme.

Au Liban, différentes fractions s'entre-tuent. Il y a quelques semaines, éclatait un conflit armé entre différentes fractions libanaises musulmanes. Fin avril, les milices druzes, chiites, et palestiniennes ont dévasté le sud Liban, brûlant et détruisant des villages chrétiens. Peu après, éclataient des dissensions au sein des milices chrétiennes sur le problème de l'allégeance à la Syrie. Fin mai, au moment où une voiture piégée explosait dans le secteur chrétien de Beyrouth, tuant et blessant des centaines de personnes, les forces chiites Amal lançaient une brutale offensive contre leurs précédents alliés palestiniens! Les camps de réfugiés de Sabra et Chatila où, en 1982, les phalanges chrétiennes avaient massacré 800 hommes, femmes et enfants, sous la houlette des israéliens, redevenaient un nouveau charnier. Les blessés étaient tirés de leurs lits d'hôpitaux et tués, des centaines de palestiniens ont été amenés dans des centres de détention où beaucoup d'entre eux ont été tués. Quiconque était trouvé en possession d'un pistolet était tué sans sommation.

En Iran, on assiste sur le front à l'envoi au massacre d'enfants de 12 ans qu'on vient réquisitionner la nuit dans leur lit. En Irak comme en Iran, le bombardement des populations civiles est incessant depuis des mois, que ce soit dans les villes frontalières ou aujourd'hui jusque dans les capitales.

Voilà les moyens atroces par lesquels le capitalisme décadent survit! Voilà la réalité derrière les discours lénifiants et pleurnichards répandus en occident. Dans tout le Moyen-Orient, la guerre impérialiste secrète toute l'horreur des effets d'un système qui se décompose et tente d'entraîner avec lui dans la destruction l'ensemble de l'humanité.

DES OTAGES DE LA BARBARIE CAPITALISTE

● "Les USA sont agressés, humiliés"; "la tranquillité et l'avenir du monde occidental sont remis en question". Tous les jours et à chaque heure depuis une semaine, c'est le message qui nous est asséné, ressassé à travers tous les médias. La mise en image est parfaite, nous sommes placés aux premières loges pour assister aux événements "en direct": nous avons même eu droit à l'interview du pilote du boeing à travers le hublot et à une conférence de presse des otages entourés de chiites, à mine patibulaire, bien menaçants et agressifs.

Les otages de Beyrouth nous sont présentés comme les symboles de la "libre Amérique" (et de l'occident) soumise au chantage ignoble de hordes de fanatiques. La "civilisation", la "démocratie" sont bafouées, la "paix" menacée.

Tout cela n'est que mise en scène et falsifications.

La première réalité, c'est que l'affaire est quasiment montée de toutes pièces. On veut nous faire croire qu'il s'agit de fanatiques incontrôlables! Mensonges! Toutes les milices et l'armée libanaise se sont retirées pour permettre l'occupation et le contrôle de l'aéroport par les militants du mouvement chiite Amal.

Quand on connaît le panier de crabes que forment toutes les fractions de la bourgeoisie libanaise, on peut légitimement s'étonner de la tranquillité et de la facilité avec lesquelles les choses se déroulent, par exemple que les fameux trois terroristes se balladent dans Beyrouth, rentrent chez eux le soir, ou que les otages soient

transférés dans des lieux que tout le monde connaît.

Mieux encore, Nabih Berri, le fameux chef des Chiites, celui qui contrôle la situation sur place, est en contact permanent avec Reagan et les européens (avec le gouvernement français notamment). Drôles d'ennemis jurés!

La deuxième réalité, c'est qu'en présentant le "monde libre" comme l'agressé, on veut nous faire oublier que c'est le bloc occidental qui a l'initiative de l'offensive de guerre et de barbarie qui se développent depuis des années au Moyen-Orient.

Mais surtout cela doit justifier l'intensification de la guerre, le renforcement de la main-mise du bloc occidental sur la région (cf. article dans ce numéro), notamment en accentuant la pression militaire sur la "brebis galeuse" du bloc, l'Iran qui est désigné encore une fois à travers le détournement du boeing comme le fauteur de troubles: "Nous avons suffisamment de preuves indiquant que les extrémistes Chiites au Liban, sont placés sous direction iranienne et qu'ils exécutent pour le compte de Téhéran des attaques contre des citoyens des USA"

(Mac Farlane, conseiller pour la Sécurité de Reagan).

La mise en scène a de grosses ficelles. Cette affaire d'otages n'est qu'une tentative de justifier la politique impérialiste du bloc occidental.

TE

MARCHE DU 30 MAI

(SUITE DE LA P. 8)

l'ensemble de la classe qui ne demandent qu'à être poussées en avant pour s'exprimer; - cela a signifié que la méfiance envers les syndicats, la perte d'illusions envers leurs "actions" a pu s'exprimer même encore minime, minoritairement, de façon active, non chacun dans son coin mais dans le cadre d'un rassemblement d'une partie de la classe

Contrairement à la propagande bourgeoise voulant donner l'image d'une classe apathique, cette minorité répondait à l'expression claire des besoins réels et fondamentaux de toute la classe: besoin de lutter, de se rassembler, de s'unir, de s'organiser contre les attaques capitalistes. Ces problèmes se posent inévitablement à l'ensemble de la classe ouvrière, ils posent le besoin de l'unification de la classe dans la lutte au-delà des divisions catégorielles et de la division ouvriers actifs-ouvriers au chômage.

A travers la multiplication des "journées d'action", des syndicats, de leurs balades organisées, de leurs actions bidons, la bourgeoisie au-delà même de ces manoeuvres pour DIVISER les ouvriers, les isoler, utiliser, retourne à son profit la méfiance croissante, la désaffection, le sentiment d'écoeurement envers les syndicats et leurs actions pour inciter les ouvriers à s'abandonner à un sentiment d'impuissance, à renoncer à lutter.

Pour les ouvriers, se détourner du terrain de la lutte ne peut signifier que laisser les mains totalement libres à la bourgeoisie pour intensifier ses attaques. Cela signifie tomber dans le piège aujourd'hui tendu par la bourgeoisie, accepter de

se laisser manoeuvrer, atomiser par elle.

Tant que la critique grandissante par rapport aux syndicats, le refus de leurs mots d'ordre s'exprime passivement, s'accompagne d'une désertion du terrain de la lutte, elle ne peut que déboucher sur des défaites pour les ouvriers. En corollaire, tant que la critique par rapport aux syndicats, le refus de leurs mots d'ordre reste minoritaire ou isolée -comme le 30 mai- sur le terrain même où se pose les questions concrètes de la lutte (grèves, manifestations, meetings et tous les lieux où la classe ouvrière peut se retrouver, discuter, se rassembler, la bourgeoisie peut l'étouffer et poursuivre ses opérations de sabotage de la lutte.

Contre le piège des "journées d'action" où s'exprime non seulement la volonté de diviser et de lier les mains de la classe, mais celle de démorceler et de démobiler les travailleurs et les chômeurs "chacun dans son coin", les ouvriers doivent se rassembler, se réunir le plus massivement possible. Les ouvriers DOIVENT LUTTER. Ils doivent participer collectivement, ensemble, le plus nombreux possible, à toute action, à tout rassemblement, à toute manifestation -même appelée par les syndicats- qui pose directement les questions cruciales pour les conditions de vie de la classe, comme les problèmes du chômage et des licenciements. Ils doivent s'y rendre et s'y exprimer pour refuser leur division, exprimer les besoins de la lutte, pour transformer les manoeuvres de sabotage de la lutte en moment d'union des ouvriers dans la lutte. ILS N'ONT PAS D'AUTRE CHOIX.

Y.D.

SY.

PERMANENCE DE LA PRESSION OUVRIERE EN ESPAGNE...

● L'Espagne illustre parfaitement la dynamique de la lutte de classe : après avoir connu une période d'accélération en février et mars derniers, les luttes connaissent une accalmie par rapport aux mois précédents. Mais accalmie ne veut pas dire calme plat, comme nous allons le voir ! Elle participe de ces moments où la classe ouvrière affirme la réflexion, la maturité acquises dans l'expérience qui vient de se dérouler. Les luttes n'ont cessé de se poursuivre depuis un an. Si elles sont moins spectaculaires qu'il y a quatre mois, les tendances à briser l'isolement, à la solidarité, au soutien actif des ouvriers entre tous les secteurs, chômeurs, travailleurs et de la population s'affirment clairement chaque fois plus.

L'ATTAQUE CAPITALISTE

Voici plus d'un an que l'Espagne connaît des mouvements importants. Le gouvernement "socialiste", le PSOE, a licencié massivement dans la sidérurgie et le secteur naval en disant, comme le PS français nous le dit : "il faut faire ce sacrifice pour que demain soit meilleur". Le résultat est qu'aujourd'hui, tous les secteurs sont touchés gravement par les licenciements, et que le PSOE attaque -comme le PS en France- tous les budgets sociaux. Sous prétexte de la "Réforme de la Sécurité Sociale", là encore au nom du "sacrifice nécessaire pour sauver la sécurité sociale", le gouvernement espagnol attaque : les pensions de vieillesse, les allocations familiales, les allocations logement, les allocations pour invalides, les allocations chômage, les allocations scolaires. L'ensemble des mesures s'accompagne de 1.000 licenciements dans la sécurité sociale, uniquement à Barcelone.

Les licenciements tombent : à Enxidea, 7.000 ouvriers sur 21.000 ; à Direlli, 218 sur 1.000 ; à AEG-Telefunken, 50 sur 218. Petites entreprises, grands secteurs industriels connaissent des purges qui touchent à chaque fois environ un tiers du personnel.

Il y a plus de 3 millions de chômeurs au sein de la population active -ce qui représente presque un quart dans la plupart des cas sans allocations.

LA REPONSE OUVRIERE : LA LUTTE

Que ce soit à Ferris Andreu, à Saragosse (General Motors), à Enxidea, à la sécurité sociale, aux usines Ford, dans les postes, tous les secteurs ont répondu à l'attaque. Même de tous petits secteurs isolés se sont mis en lutte, comme à Barcelone où les ouvriers des chaînes de magasins Sepu et Capitol, descendent dans la rue, alors qu'ils ne sont qu'environ 200 employés. Suivent les luttes des chômeurs, qui occupent les locaux municipaux à Ripollet, ou à Poligona Canellas ; à la suite de 22 expulsions en 2 jours, les chômeurs s'affrontent à la police avec le soutien de la population locale.

De même, la tension et la colère générales se révèlent massivement lors de la manifestation contre la réforme de la sécurité sociale : à Madrid, 200.000 personnes y participent, ouvriers, chômeurs, retraités et jeunes.

Et n'oublions pas : ceci se déroule dans une période qui est soi-disant calme par rapport à février-mars ! Toutes les grèves et autres manifestations de riposte de la classe ouvrière ne sont pas ici normées. Seules figurent ici les plus significatives, comme nous allons le voir.

LA MATURATION DE QUELQUES MOIS DE LUTTES

Comme nous l'avons vu, la classe ouvrière en Espagne a répondu au coup par coup à toutes les attaques économiques imposées par la bourgeoisie. Dans ces luttes, se manifeste dès aujourd'hui et activement la maturation qui s'est faite dans la conscience ouvrière.

Loin de rester sur l'échec d'une lutte, loin de se décourager, les ouvriers qui ont été hier à la pointe du combat, tirent les leçons positives de leur expérience, et en font profiter les travailleurs des autres usines, des autres secteurs :
- les ouvriers de Fabrelec, défauts cet hiver, reprennent la grève au printemps ;
- les ouvriers d'AHM (sidérurgie à valence), isolés pendant leur longue lutte de l'année dernière, participent aux mobilisations des ouvriers journaliers ;
- les ouvriers des chantiers navals d'Euskalduna (pays Basque), dont la grève fut défaite cet hiver, manifestent pour dire aux autres : "la reconversion est un mensonge, les licenciements vont continuer" ;
- les ouvriers des chantiers navals de Bazan participent à plusieurs manifestations de solidarité avec les ouvriers du même secteur d'Astano (Galice).

On voit donc se confirmer en quelques mois le besoin des ouvriers de faire connaître leur expérience, le besoin de continuer à agir, de se solidariser avec les autres ouvriers, et donc la compréhension de plus en plus nette qu'on ne peut se battre seuls, qu'on ne peut rester isolés, que si on veut gagner, c'est ensemble et unis.

Cette conscience se fait tout autant parmi les chômeurs, ou lors du 1er mai à Barcelone, un chômeur déclarait sur une chaîne de TV locale : "les chômeurs sont disposés à collaborer à la lutte des ouvriers actifs contre les licenciements, s'ils appuient notre lutte"

C'est toute une population qui réagit, momentanément, localement, spontanément. La "guerre des autobus" d'avril à Barcelone en offre un exemple édifiant :

LA GUERRE DES AUTOBUS

Plusieurs quartiers (barrios) de Barcelone ont vu du jour au lendemain leurs lignes d'autobus être supprimées sous prétexte de l'aménagement d'une nouvelle ligne de métro. Ceci amenait de fait à ce que ces quartiers ne soient plus desservis, et à leur isolement du reste de la ville. Le 22 avril, la lutte éclate spontanément. Le mouvement acquiert une force particulière dans le "barrio" Pomar de Badalone et dans celui de San Adrian où se manifeste une claire tentative d'auto-organisation : des assemblées massives décident tous les jours quelles actions et comment les mener,

les travailleurs n'acceptent pas de donner la direction du mouvement au : partis qui essayent de la prendre : ni gauche, ni syndicats, ni gauchistes. Les autres quartiers seront plus contrôlés, mais le barrio Pomar domine du fait de sa population : 18 000 habitants, 100% ouvriers et 40% de chômeurs. Les actions de protestation se succèdent et se développent : manifestations drainant des habitants d'autres "barrios", et surtout détournement des autobus, et organisation de piquets !

En 15 jours, 14 autobus ont été ainsi réquisitionnés, et gardés par des piquets permanents. Le 4 mai à l'aube, 500 policiers "antidisturbio" (anti-désordre) attaquaient le barrio pour récupérer les autobus. Aussitôt, toute la population descend dans la rue. Tous les partis appellent au calme, à la négociation dans la légalité, à la sérénité. Une trêve est décidée jusqu'au 7 mai où seront donnés les résultats des négociations.

LA GREVE DES CONDUCTEURS D'AUTOBUS

Mais le 6 mai se précise la grève... des conducteurs d'autobus, contre la baisse des salaires et 670 licenciements. La mobilisation dans les quartiers contre la suppression des lignes d'autobus et la lutte des travailleurs des dites lignes d'autobus avaient un caractère explosif suffisant pour que la bourgeoisie fasse marche arrière : la mairie de la ville annonça calmement, sereinement et légalement... le rétablissement du service suspendu.

Les réactions de la population sont profondément liées aux réactions des ouvriers dans les usines. Malgré le black-out que fait la bourgeoisie, on peut voir comment les luttes apparaissent, disparaissent et reviennent à la surface en fonction de leurs propres forces et de la situation générale de la lutte de classe. Ceci est important parce que cela démontre que :

- une bataille n'est pas perdue tant qu'il existe les forces de lutter ;
- chaque fois, la classe ouvrière comprend mieux que la conquête de ses revendications dépend de la conjonction générale des forces et non exclusivement de son usine, de son secteur. C'est pour cela que les luttes qui paraissent perdues reviennent à la charge quand souffle une nouvelle espérance à travers d'autres luttes.

Cette tendance à l'unification des luttes par-delà "son" usine, "sa" région, "ses" revendications, alors que l'attaque est généralisée à l'ensemble de la classe ouvrière, se heurte -comme partout- à l'obstacle syndical. Comme en France, par exemple, où le PC et la CGT se "radicalisent" par rapport au gouvernement socialiste pour prévenir le mécontentement ouvrier, les CCOO (la centrale des commissions ouvrières proches du PC) se radicalisent pour dévoyer la combativité des travailleurs. C'est ainsi que les CCOO ont appelé à une "grève générale"... de 24 heures le 20 juin contre le projet de loi de réduction des pensions de retraite. Même la centrale socialiste UGT tente de se démarquer désormais du gouvernement : le 4 juin, ils appelaient à une grande manifestation-bataille contre ce projet de loi.

Contre la colère grandissante, contre la tendance des ouvriers à étendre et prendre eux-mêmes en main leur combat, les syndicats -en Espagne comme dans toute l'Europe- tentent de briser ou de dévoyer toute volonté d'unification des luttes. Mais la crise est là, partout, et sa généralisation pose les bases de la généralisation des luttes.

CL.

20. 6. 85

... ET DANS TOUTE L'EUROPE

GRANDE-BRETAGNE

Au moment où nous écrivons, le gouvernement britannique vient d'adopter les premières mesures de réduction des prestations sociales, entraînant une baisse drastique des allocations familiales, une suppression des aides hebdomadaires au chauffage et plusieurs autres taux de prestations diminués. Depuis début juin, le NCB (patronat des charbonnages) accélère la fermeture, la restructuration des puits, ce qui chiffrera à 40 000 les suppressions d'emplois d'ici la fin de l'année. Le NCB instaure aussi de nouvelles primes de rendement, force les mutations de mineurs d'un puits à l'autre, exerce un contrôle serré sur les horaires : les brimades, les sanctions se font quotidiennes. A cela il faut ajouter toutes les mesures que vient de prendre le gouvernement britannique pour renforcer l'appareil de répression sous couvert de lutte contre "l'hooliganisme", assimilant les hooligans des matchs de football aux piquets de grève des mineurs.

Les luttes surgies fin mai aussi bien dans le secteur minier que dans beaucoup d'autres secteurs portent essentiellement sur la question des licenciements et contre les sanctions :

- il y a d'abord eu des grèves sauvages des conducteurs de bus à London Bridge, et une grève sauvage de 150 électriciens dans le port de Liverpool faisant chuter la production d'électricité pendant une semaine ;
- 100 ouvriers boulanger, à Brighton, se mettent en grève contre le licenciement d'un des leurs accusé d'avoir volé un croûton de pain ;
- dans le secteur minier, après la mise à la porte de 4 mineurs à South Kirkby dans le Yorkshire, à cause d'une intimidation verbale, 1.000 mineurs sont partis en grève et, malgré l'opposition du syndicat, ont envoyé des piquets dans d'autres puits. 5 jours après, 3.500 mineurs avaient arrêté le travail. Le syndicat a mis deux jours pour stopper le mouvement ;

- les mineurs arrêtés durant la longue grève, sont toujours traduits en justice. Les deux mineurs arrêtés pour avoir tué un chauffeur de taxi, sont en prison à vie. Juste après que la sentence fut annoncée, 1.000 mineurs sont sortis des puits dans le sud du Pays de Galles.

- dans le secteur des chemins de fer (métro inclus), la bourgeoisie a annoncé 5.000 licenciements de mécaniciens pour l'année prochaine et la fermeture totale de Swindon (2.500) ainsi que la réduction à un conducteur par rame. 8.000 des 16.000 conducteurs du métro se sont mis en grève le 20 mai.

BELGIQUE

C'est dans un climat de répression accrue (unification des différents corps de répression), d'état de siège à Bruxelles (justifié par les incidents du stade de Heysel, la venue du Pape et les attentats terroristes) notamment qu'une tension sociale se développe en Belgique, se concrétisant par un certain nombre de conflits ouverts :

- contre les conventions collectives, 2 grèves en Flandre dans le secteur du métal à Gand et à l'usine Volvo à Saint-Trond ;
- contre les licenciements et la baisse des salaires :
- En Wallonie, aux ACEC de Charleroi, 15 jours de grève des employés ;
- aux "Câbleries de Charleroi" menacées de fermeture ;
- dans les usines Cockerill où les suppressions d'emploi sont remises sur le tapis : le syndicat tente de polariser sur les "avantages" accordés à Liège en opposition à Charleroi ;
- une grève de 15 jours des agents communaux de la ville de Liège payés avec retard ;
- chez les chômeurs (incidents dans un bureau de chômage à Bruxelles et Borgerhout).

DANEMARK

Après la grève massive de Pâques dernier, les grèves ont continué en particulier dans le secteur industriel. Le mécontentement général se traduit dans des grèves courtes, mais de façon presque continue depuis Pâques. Elles portent sur la réduction des salaires et contre les sanctions après la grève.

Il y a eu des grèves dans les Brasseries Carlsberg de Copenhague.

Des mouvements de solidarité ont eu lieu contre le licenciement d'ouvriers "coupables" de grève.

ALLEMAGNE

Depuis les grèves du printemps 84 dans la sidérurgie et l'imprimerie, la classe ouvrière en Allemagne continue de réagir aux attaques croissantes du capital. Face aux licenciements massifs, les ouvriers ont développé ces derniers mois des luttes significatives. En particulier à Trafo-Union (Siemens) près de Stuttgart, où les ouvriers se sont affrontés avec la police, alors que la direction voulait retirer des machines de l'usine. Des licenciements importants ont été annoncés dans de nombreuses usines (Ford, 16.000 ; Wuppermann et Arbed -sidérurgie ; Grundig, etc). A Wuppermann, près de Cologne, les ouvriers manifestent et ne sont pas prêts à accepter la fermeture de l'usine. Il y a aussi depuis plusieurs mois des réactions spontanées à la soi-disant "flexibilité du travail" (résultat des 38,5 heures "obtenues" en 84, par exemple le travail le samedi sans prime) qui signifie une nouvelle aggravation des conditions de travail.

Les luttes en Allemagne sont typiques de la période : beaucoup d'échauffourées qui préparent des luttes d'envergure.

LA PRATIQUE ANTI-OUVRIERE DES TROTSKYSTES

● Le 10 mai 1981 au soir, une fois Mitterrand élu, parmi ceux qui sautaient de joie dans les rues de Paris et d'ailleurs, parmi les plus enthousiastes, on pouvait reconnaître ceux qui "ne se font pas d'illusions sur la gauche mais qui appellent à voter quand même pour elle" : les trotskystes.

Pendant tout le temps où PC et PS au gouvernement ont appliqué ensemble la politique d'austérité contre la classe ouvrière (de 1981 à l'été 84), qui étaient les plus surpris ? Qui étaient là, dans les usines pour "remonter le moral des ouvriers", pour leur expliquer qu'une "autre politique vraiment de gauche était possible" ? Ne cherchez pas... les trotskystes.

En pleine reprise des luttes ouvrières dans toute l'Europe occidentale, au moment où en France, le mécontentement et la désillusion des ouvriers vis-à-vis de la gauche prenait corps, les trotskystes semaient la démoralisation et expliquaient que "rien ne se passe dans les boîtes" et que la tâche de l'heure c'était "d'aller parler aux militants déçus de la CGT et du PCF pour leur redonner goût à la lutte" ! Il ne suffit pas à L.O., L.C.R. et consorts de rabattre dans les rangs bourgeois ceux des ouvriers qui s'en écartent mais ils entretiennent de plus avec zèle l'idée si chère à la bourgeoisie et qui peut se résumer ainsi : "la classe ouvrière, c'est le syndicat et le PC. La lutte, la défense des intérêts ouvriers, c'est leur affaire, il faut les obliger à remplir leurs responsabilités". Le petit frère se morfond quand son aîné bourgeois ne fait pas son travail. Que peut-il faire ou dire quand celui qu'il qualifie de "parti ouvrier" est en train de faire pire que la droite ? Il ne peut que pleurer et chercher à faire pleurer avec lui tous les ouvriers.

Le retour du PC dans l'opposition, sa radicalisation rapide ainsi que celle de la CGT, ont heureusement fait respirer d'aise nos trotskystes dans l'embarras. Les menaces de débordement par les ouvriers devenaient trop lourdes pour leurs petites épaules, il était temps que chacun joue vraiment son rôle, à la bonne place... dans l'encadrement de la classe ouvrière.

Les ouvriers qui, quant à eux, ont vu à l'oeuvre PC et CGT ne sont pas prêts à l'oublier comme ça du jour au lendemain. Comment leur faire admettre que ceux qui les ont attaqués hier sont ceux qui aujourd'hui leur veulent du bien ?

Un des vieux discours de la bourgeoisie auquel les gauchistes apportent leur grain de sel est celui du "moins pire" : "vous ne croyez plus à la gauche. On vous comprend et d'ailleurs on vous avait bien dit de vous méfier ! Mais, n'oubliez pas que la droite, c'est encore pire que la gauche et il faut absolument l'empêcher de revenir au pouvoir !". La L.C.R. qui excelle dans ce registre n'a pas manqué l'occasion de se distinguer lors des élections cantonales (mars 1985). Par exemple, voilà ce qu'on pouvait lire sur un de ses tracts diffusés aux portes des usines Renault : "Alors pour qui voter ?" pour la L.C.R. bien sûr, sinon, "par défaut, pour ne pas porter la moindre responsabilité dans la montée de la droite et malgré leur politique d'austérité, pour le PS et le PCF. Pas de gaieté de coeur. Mais l'abstention n'est pas une sanction..., elle ne profiterait qu'à Le Pen et à la droite. Partout, au second tour, il faudra faire obstacle à la droite, pas pour approuver la gauche, mais pour faire obstacle au désir de revanche des battus du 10 mai 81".

Dans le même temps, alors que les ouvriers voient tomber les licenciements par milliers dans tous les secteurs, au moment où se pose à eux le problème d'étendre et d'unifier leur riposte alors que CGT et PCF sont en train de tout faire au contraire pour les disperser, les isoler les uns des autres, on voit un Krivine bravache qui pique sa colère et part en campagne dans une tournée de meetings sur le thème :

"Contre l'austérité, contre les licenciements". Une fois au micro, il nous parle pendant trois heures de... la Nouvelle-Calédonie, de la libération du peuple Kanak et pousse son couplet pseudo-révolutionnaire avec un seul objectif : participer pleinement à la campagne bourgeoise orchestrée par la gauche sur cette question pour dévier l'attention des ouvriers par rapport à sa politique d'austérité et pour se démarquer de la droite. Pas étonnant après cela que les "grands moments" de la fête de L.O.-L.C.R., en juin, les "grandes messes révolutionnaires" résonnaient essentiellement sur ces thèmes, anti-fascisme et anti-racisme.

Tout ce qui sert à la gauche pour se démarquer de la droite, les trotskystes sont là pour le cultiver, le pousser pour apparaître comme les plus ardents défenseurs de ces "valeurs de gauche".

Nos trotskystes de la L.C.R. sont d'ailleurs toujours là quand il s'agit de rameuter par cars entiers des milliers de jeunes Place de la Concorde, pour se mobiliser pour tous ces beaux idéaux de gauche que seraient la liberté, l'anti-racisme. Jack Lang et Laurent Fabius viennent se montrer entre Coluche et "Téléphone", c'est beau, c'est gentil, c'est de gauche et tout le monde est content !

Pendant ce temps, il y a toujours ces bougres d'ouvriers qui ne sont pas convaincus par tout ce cinéma, surtout quand il s'agit de leur faire accepter 21.000 Licenciements à Renault, 1.300 à Citroën et des milliers d'autres dans d'autres secteurs...

Pourtant, selon L.O., les ouvriers devraient être rassurés car :

"Aujourd'hui, le PCF et la CGT appellent à combattre la politique du gouvernement et les militants qui étaient ces derniers jours à Ivry (à l'usine SKF), ont montré qu'ils étaient prêts avec tout leur courage et leur détermination" (L.O. no 888, juin 85, et cf. article dans ce No sur la signification des événements à SKF).

Bien entendu, toujours selon L.O., "mais rien ne prouve que les dirigeants du PCF et de la CGT garderont la même attitude combative".

Alors, la conclusion est simple et directe. Il faut élargir la base de la CGT et du PC pour que les "chefs" soient contraints de défendre les ouvriers !

Hors du PC et de la CGT, point de salut pour les ouvriers ! Ce refrain insidieux se traduit dans la pratique par des actes concrets de collaboration ouverte au sabotage des luttes. Dans son No 877 du 23/3/85, L.O. relate comment par rapport aux débrayages à l'usine Renault du Mans, la CGT n'a appelé à l'action que quelques centaines d'ouvriers dans le seul secteur des tracteurs et a refusé comme le proposaient plusieurs ouvriers d'élire un comité de grève sous prétexte que "le mouvement était trop minoritaire et qu'à la fin du mois, la CGT prévoyait un débrayage sur toute l'usine". L.O. dit "amen", déplore cette attitude et invite la

CGT à être plus démocratique pour discuter des objectifs de la lutte !

Les gauchistes se montrent bizarrement moins préoccupés de "démocratie" quand ils noyautent les comités de chômeurs (cf. articles dans précédents N° sur la "Galère" à Pau) par exemple ou quand ils veulent contrôler une assemblée générale et que ce sont eux qui s'opposent physiquement à l'infiltration "d'éléments étrangers au comité ou à l'usine". Quand le syndicat est fort, ils disent "Amen" quand il est débordé ou qu'il n'existe pas, ils sont là pour tenter de reprendre la situation en mains ou de construire une nouvelle structure syndicale.

Voilà en quoi consiste l'action des trotskystes dans les usines, "à la base", comme ils disent. Du discours radical critique des trotskystes contre la gauche et les syndicats à la réalité de leur pratique dans la lutte, il y a apparemment un fossé. Mais ce fossé, il n'existe que pour ceux qui n'ont pas encore compris le rôle des gauchistes : ces béquilles de la gauche. L'essentiel pour les trotskystes reste toujours de combler le vide social laissé libre d'une manière ou d'une autre par l'aile gauche de la bourgeoisie. Ils passent leur temps à tenter de colmater les fissures qui peuvent se former dans l'appareil bourgeois d'encadrement des ouvriers en lutte.

Ceci n'est pas une spécificité française mais se retrouve dans tous les pays où la classe lutte. Les trotskystes anglais ont fait la même chose lors de la grève des mineurs en soutenant à fond le sabotage de la grève mené par Scargill et le NUM. Les trotskystes danois ont fait la même chose lors de la grève générale qui a eu lieu dans ce pays au mois d'avril dernier.

Le trotskysme est une expression politique de la bourgeoisie, la classe ouvrière doit non seulement s'affronter à ceux qui sabotent ouvertement ses luttes comme la gauche et les syndicats mais aussi contre ceux qui "mine de rien" font la même chose.

Carriego

PUBLICATIONS DU CCI

(Ecrire les adresses comme suit, sans mention du nom de la publication).

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 13, BRUXELLES 31, 1060, BRUXELLES, BELGIQUE.

INTERNATIONALISM
PO Box 20193 London Terrace Station
NEW YORK - N.Y. 10011 . USA.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581, 75027 PARIS cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE.

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE.

WELT REVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Organisations communistes et conscience de classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
- La décadence du capitalisme (10f + 6f pour envoi).
- Le trotskysme, recueil d'articles (10f + 3f). épuisé.
- Sur la Pologne, recueil d'articles (10f + 3f pour envoi)
- L'Etat dans la période de transition (20f + 6f)
- Plate-forme et manifeste du CCI (10f + 3f pour envoi).
- La Gauche Communiste d'Italie (30f + 12f pour envoi).

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES (journal+revue internationale)
FRANCE: 150f. ETRANGER: 150f ETRANGER : 150f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (journal)
FRANCE: 90f ETRANGER: 90f ETRANGER: 110f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (revue internationale)
FRANCE: 65f ETRANGER: 65f. ETRANGER : 80f.
par avion

Abonnements et versements, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES NMPP
Imprimerie G.Tautin, 4 passage Dieu, Paris 20ème
Directeur de publication : D.Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267.

REUNIONS PUBLIQUES sur le thème :

21000 licenciements a Renault, toute la classe ouvriere est attaquée, toute la classe ouvriere doit riposter

AIX EN PROVENCE :

Permanence le 10 juillet de 18 h à 19 h, au café "La Madeleine", place des prêcheurs.

MARSEILLE :

Réunion publique le 5 juillet à 21 h, au 205 rue Sainte Cécile, 13005.

Permanence le 17 juillet de 18 h à 19 h, à "l'Artistic Bar", 4 cours Joseph Thierry, 13001.

NANTES :

Réunion publique le 13 juillet à 17 h, au centre social des Bourderies, Nantes-Chantenay.

Permanence le 12 juillet à 20 h 30, même adresse. Diffusion au marché de la Petite Hollande le 6 juillet de 10 h 30 à 11 h 30.

PARIS :

Réunion publique le VENDREDI 19 juillet à 20 h, au 27 avenue de Choisy, 75013, métro Porte de Choisy.

Permanences tous les samedis, sauf celui de la semaine de la réunion publique, de 16 h à 18 h, à la même adresse.

TOULOUSE :

Réunion publique le 26 juillet à 21 h, cité universitaire de l'Arsenal, bâtiment C.

Permanences tous les vendredis à 18 h 30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique).

Diffusion les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11 h à 12 h 30, au marché aux légumes, place Jeanne d'Arc, et le 2ème dimanche du mois au marché aux Puces (place St Sernin).

SUR LE THEME :

CONTRE TOUTE MANOEUVRE DE DIVISION,
LA CLASSE OUVRIERE DOIT UNIFIER SES FORCES

BORDEAUX :

Réunion publique le 6 juillet, à 17 h au Café Victor Hugo, 52 cours Victor Hugo.
Diffusion le 6 juillet, de 10 h à 11 h 30, au marché St Michel, place Meynard.

LYON :

Réunion publique le 5 juillet à 21 h, à MAJO, impasse Métral, Villeurbanne, métro République.
Permanence le 9 juillet, à 18 h, même adresse.
Diffusion au marché aux puces de Vaulx en Velin le 21 juillet à partir de 11 h 30.

ROUEN :

Permanence le 27 juillet à 16 h 30, à la Halle aux Toiles.

Après la marche du 30 mai

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA LUTTE OUVRIERE ?

● "Echec de l'action du syndicat des chômeurs" a titré la presse au lendemain de la manifestation du 30 mai comme elle a parlé "d'échec de la CGT" après la marche du 10 mai avec Renault.

Mensonges ! L'action du syndicat des chômeurs a constitué une réussite pour celui-ci dans ce qui représentait ses objectifs fondamentaux ; il est parvenu à démontrer sa capacité et son efficacité de sabotage de la lutte ouvrière au même titre que les autres syndicats. Son but n'était pas de mobiliser mais de démobiler au maximum, non de mener la lutte mais d'y faire obstacle.

Ce que redoute précisément la bourgeoisie, c'est une véritable mobilisation massive des ouvriers et toutes les "journées d'action" syndicales sont organisées pour la prévenir, l'éviter, l'empêcher de se réaliser.

En ce sens, l'organisation et le déroulement de la marche du 30 mai ont été particulièrement représentatifs de la démarche de la bourgeoisie pour saboter, faire avorter toute initiative ouvrière, pour écoeurer, démobiler l'ensemble des ouvriers, les persuader que "ni les chômeurs, ni l'ensemble de la classe ouvrière ne veulent se battre", que lutter, s'organiser, se rassembler, ça ne sert à rien.

En réussissant à ne rassembler nationalement qu'en plus de 2000 personnes alors que le pays compte plus de 3 millions de chômeurs, en obtenant une faible participation des chômeurs de province et une mobilisation presque nulle de ceux de la région parisienne alors que ces derniers mois étaient marqués par l'éclosion de comités de chômeurs un peu partout, le syndicat des chômeurs a pleinement accompli sa mission.

Mais c'est surtout en parvenant à empêcher la mobilisation des travailleurs de la région parisienne, concentration où des dizaines de milliers de prolétaires sont appelés à être prochainement jetés à la rue du jour au lendemain (voir article sur Renault), que le syndicat des chômeurs a pu contrer la pression ouvrière.

Il a pu maintenir les chômeurs isolés du reste de leur classe alors que le chômage constitue une menace directe pour l'ensemble de la classe ouvrière, concerne chaque famille ouvrière.

Tout aura été mis en oeuvre pour décourager la combativité ouvrière, pour désamorcer les potentialités explosives du problème de chômage dans la classe.

Le syndicat des chômeurs, monté de toutes pièces en 1982 a pu se développer, prendre une dimension nationale en l'espace de 3 mois, créer, comme il s'en est vanté, avec l'aide des municipalités de gauche comme de droite, une centaine de "maisons de chômeurs" enfermant ceux-ci dans "un monde à part", un ghetto de misère, coupé de l'ensemble de la classe ouvrière.

Il a pu organiser la manifestation du 30 mai, dont le projet de "marche sur Paris" avait germé dans la classe même, au sein des comités de chômeurs, en épuisant, en étouffant progressivement la combativité et en dénaturant les aspirations de cette marche.

Le sabotage syndical

Tous les ingrédients étaient là pour pousser à l'écoeur de la lutte des prolétaires combattifs en se faisant le porte-parole d'un discours misérabiliste jusqu'à la caricature d'une nauséabonde phraséologie de "partage", imprégnée d'un catholicisme poussiéreux à peine saupoudré d'une couche de verbiage à consonance "marxiste", transformant la lutte de classe en une espèce de croisade "contre les égoïsmes" faisant des chômeurs des mendiants (réclamer à Mitterrand "un minimum-chômage égal au 2/3 du SMIC") et des ouvriers au

travail des privilégiés, des "nantis" devant se serrer davantage la ceinture par "solidarité" avec les chômeurs (demande des 35 heures pour tous, avec "partage des revenus". Dans ce sens, il s'est donné pour leader charismatique, pompeusement auto-proclamé "secrétaire général", un apôtre de l'abbé Pierre et de ... Jacques Delors (ancien membre de son cabinet ministériel) reprenant pêle-mêle certains de leurs thèmes favoris, couplés avec ceux de la CFDT.

Combien de chômeurs, emplis de révolte et de colère, que Pagat tente de réduire à un ramassis de quêteurs, de quémendeurs pleurnichards pouvaient reconnaître leurs revendications dans cet appel ? Combien d'ouvriers traités de "profiteurs", de "sales égoïstes" pouvaient se sentir solidaires de cette démarche ?

Pour mieux saper, épuiser toute volonté de lutte, le syndicat a fait précéder la marche du 30 mai d'une quinzaine d'actions, sorte de tour de France des chômeurs, à la manière des pèlerins, avec occupation "symbolique" d'ANPE et d'ASSEDIC à moins de 30 par agence (surtout pas de démonstration massive !) et envoi de délégations aux parlementaires et aux élus locaux (pousser les chômeurs à aller solliciter "la solidarité" ... de la gauche et des autres syndicats !).



Le syndicat Pagat, après avoir tout fait pour éviter que la marche des chômeurs du 30 mai ne soit une manifestation massive, a travaillé, en collaboration avec les forces de police, pour que le meeting de fin de manifestation ne se transforme pas en assemblée générale, en lieu de discussion. Derrière les banderoles, les flics qui encerclaient la place de la Bastille.

Ce sont les mêmes méthodes de division et de démobilitation qui ont été utilisées lors de la manifestation elle-même avec :

- une simple balade entre place de la République et place de la Bastille "réservée" aux seuls chômeurs avec un appel de Pagat à la fin de la manifestation à la "solidarité" verbale mêlant "travailleurs et délégations de personnalités politiques et syndicales".
- un cortège très espacé -30 mètres entre les groupes- comme avec la CGT pour le 10 mai, chaque groupe sous la bannière de sa ville, avec des mots d'ordre différents.
- le recours à un "service d'ordre" de la manifestation, composé des préposés "toujours prêts", spécialisés dans l'encadrement de la classe (gens de la LCR, le PCI (trotskyste), du PSU, de la CFDT) dont la fonction essentielle était de désigner comme "provocation" tout appel à l'unité chô-

meurs-actifs : "ici, pas de discours politiques !" et de disperser les cercles de discussion.

- une coopération et une coordination constantes entre ce service d'ordre avec les forces de police déployées et nombreuses tout au long du parcours.

La circulation automobile n'était même pas interrompue afin de couper, de diviser davantage encore la manifestation. La pratique d'intimidation évidente était appuyée, peu avant la fin de la manifestation, par une violente charge policière au coeur du cortège et là où étaient tentés de se regrouper les éléments les plus critiques par rapport au syndicat de Pagat, puis par l'encercllement de la place où la manifestation se terminait avec des arrestations opérées au sein du rassemblement pour favoriser sa dispersion rapide et directement empêcher la tenue d'une assemblée générale des participants.

Autant de procédés dissuasifs utilisés par la bourgeoisie pour limiter les possibilités de regroupement, de discussion, en particulier là où elles pouvaient le plus facilement avoir lieu : en fin de parcours.

Il faut lutter massivement !

Mais si la bourgeoisie est parvenue à empêcher une mobilisation massive de la classe, à encadrer efficacement la manifestation, elle n'a pu empêcher qu'au sein même de ce type de manifestation se soient posées, exprimées des questions centrales pour la lutte ouvrière, qui révèlent au-delà du sabotage syndical accompli, les potentialités, les questions qui existent au coeur de l'ensemble de la classe ouvrière. Ces questions ont été suscitées, favorisées, catalysées par la présence, l'intervention directe des révolutionnaires, prenant une part active et résolue à leur surgissement.

Au-delà de la simple méfiance envers le syndicat de Pagat, traduit par un manque d'enthousiasme envers les mots d'ordre de la manifestation chez beaucoup de manifestants -au même titre que ceux qui ont été découragés de venir manifester- s'est exprimée une remise en question beaucoup plus directe de la prétention du syndicat à représenter et à organiser les chômeurs (discours de Pagat conspué par une minorité dans ses appels à s'en remettre à la gauche et aux organisations syndicales. "Il se fout de notre gueule", "on est pas des mendiants"...). Le syndicat était ouvertement qualifié de "saboteur" et de "diviseur" par ceux-ci.

D'autre part, cette minorité de manifestants a exprimé une claire compréhension du besoin fondamental d'unité de la lutte entre ouvriers au travail et ouvriers au chômage, refusant de poser le problème du chômage en tant que problème exclusif des chômeurs mais concernant toute la classe ouvrière.

Ainsi, malgré la réussite globale de la bourgeoisie, malgré les multiples manoeuvres organisées pour décourager tant la participation que l'initiative de la classe, elle n'a pu étouffer que le mot d'ordre "chômeurs et actifs même combat contre l'attaque capitaliste" représenté sur la banderole du OCI ne rencontre un écho certain au sein même de la manifestation. De même le manifeste sur le chômage comme l'ensemble de la presse que nous diffusons, nos tracts pour appeler les chômeurs à se rendre dans les usines de la région parisienne et notamment à Renault pour discuter avec les autres ouvriers, notre intervention par mégaphone au début de la manifestation et plus encore la courte prise de parole que nous avons pu tenir à la fin pour transformer le rassemblement en assemblée générale, avant que la "sono" de Pagat ne couvre les autres voix, ont permis à cette minorité de défendre et d'exprimer d'autres perspectives. Le soutien très net d'une petite minorité de manifestants dont certains ont pris vivement notre défense face aux réactions que suscitait notre intervention chez les supporters de Pagat, les discussions nombreuses avec vente de publications illustrent ceci :

- notre intervention correspondait à des préoccupations existant de manière significative dans

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie. La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttues de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE
L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.